

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION du DEVELOPPEMENT  
DURABLE et des POLITIQUES  
INTERMINISTERIELLES  
Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et de l'Environnement

N° 2009/308

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 511-1, L 514-1, R 512-1,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu l'arrêté préfectoral n°2008/334 du 8 septembre 2008 autorisant la société OTV Tradilor à exploiter la station d'épuration urbaine de la Communauté urbaine du Grand Nancy, située sur le territoire de la commune de Maxéville, et notamment son article 8.5.3.1 et son titre 10,

Vu le récépissé du 20 novembre 2008 accusant réception à la société Véolia eau Compagnie Générale des Eaux de sa déclaration relative à la reprise de l'exploitation de la station d'épuration de la Communauté urbaine du Grand Nancy réglementée par l'arrêté préfectoral sus-visé,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 janvier 2009,

Considérant que la non réalisation des travaux préconisés sur le local de méthanol et issus de l'étude de dangers du site est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture.

ARRETE

Article 1<sup>er</sup>.

La société Véolia eau, dont le siège social se trouve 103, rue aux Arènes, 57000 Metz, est mise en demeure, pour la station d'épuration urbaine qu'elle exploite pour le compte de la Communauté Urbaine du Grand Nancy à Maxéville, de procéder, sous un délai maximal de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à la réalisation de l'évent sur le local méthanol, conformément aux prescriptions de l'article 8.5.3.1 de l'arrêté préfectoral n°2008.334 du 8 septembre 2008.

Article 2:

En cas de carence de l'exploitant, les sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'Environnement susvisé pourront être appliquées à son encontre, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3:

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif de Nancy. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4:

Le secrétaire Général de la Préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

Monsieur le directeur de la société Véolia eau

Et dont copie sera adressée:

- . au maire de Maxéville
- . à l'inspecteur des installations classées

Nancy, le 3 FEV. 2000

Le Préfet

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général,

Jean-Michel MOUGARD